

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 11 FÉVRIER 2014

SOMMAIRE

- 1) Il veut...
- 2) 12 en moins
- 3) Mise en garde
- 4) Une fébrile accélération
- 5) Cinq choses à...
- 6) Ils sont consternés
- 7) Encore plus toxique



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Montebourg veut "faire baisser l'euro"



Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. (SALOM-GOMIS SEBASTIEN/SIPA)

"Je considère que l'euro est sorti de ses clous par une surévaluation qui est devenue problématique", juge le ministre du Redressement productif.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a réaffirmé, dans une interview publiée dimanche 9 février au soir sur le site internet des "Echos", sa volonté de "faire baisser l'euro", estimant que son niveau actuel "annihile les efforts de compétitivité" lancés en France.

Comme ministre de l'Industrie, je considère que l'euro est sorti de ses clous par une surévaluation qui est devenue problématique aux yeux de tous pour nos entreprises. Entre 2012 et 2013, il s'est apprécié de plus de 10% face au dollar et de plus de 40% face au yen", dit Arnaud Montebourg aux "Echos".

"Nous avons la zone la plus dépressive au monde et la monnaie qui s'apprécie le plus au monde. Cette situation est ubuesque", ajoute-t-il.

"Ouvrir une bataille politique"

"Nous devons ouvrir une bataille politique pour faire baisser l'euro. L'euro doit être au service de notre économie et de notre industrie. Il ne s'agit pas de le dévaluer mais de le ramener à un niveau raisonnable et supportable", explique-t-il.

D'après "la direction du Trésor, une dépréciation de 10% permettrait d'accroître notre taux de croissance de 1,2%. Cela créerait 150.000 emplois, améliorerait la balance commerciale et réduirait notre déficit public de 12 milliards", relate Arnaud Montebourg.

Selon le ministre du Redressement productif, "notre priorité est d'abord d'exporter davantage car nous avons enregistré un déficit commercial extérieur de 61 milliards d'euros en 2013", souligne-t-il assurant que "l'euro pénalise l'industrie au lieu de la soutenir dans la grave crise de compétitivité que nous traversons".

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Valls perd 12 points, Najat Vallaud-Belkacem en tête

Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Le locataire de la place Beauvau perd son titre de ministre le plus apprécié du gouvernement.



Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem, à l'Assemblée nationale, le 22 janvier 2014. (THOMAS SAMSON/AFP)

Manuel Valls a vu sa cote de satisfaction dévisser de 12 points en février sur un mois dans le baromètre Clai-Metronews-LCI, réalisé par l'institut OpinionWay avant une grande émission télévisée du ministre de l'Intérieur et publié dimanche 9 février.

Le ministre de l'Intérieur, habitué à la première marche du podium gouvernemental, s'y retrouve à la cinquième place, sa cote étant passée de 57 points en janvier à 45 en février.

Il est devancé par Najat Vallaud-Belkacem, (Porte-parolat, Femmes) en tête avec 49% de satisfaction (-1), Laurent Fabius (Affaires étrangères), inchangé à 48%, Jean-Yves Le Drian (Défense), qui abandonne 6 points à 45%, et Aurélie Filippetti (Culture, 45%, -2).

Populaire depuis sa prise de fonction place Beauvau au vu des enquêtes d'opinion, Manuel Valls a enregistré début 2014 une chute mesurée par plusieurs instituts de sondages: -9 points à 48% d'opinions positives chez Harris Interactive, -6 points à 49% dans le baromètre mensuel BVA, -7 pts à 31% pour l'institut YouGov.

Il avait aussi cédé la tête du tableau de bord mensuel des personnalités (-7 pts, 61%) Ifop pour "Paris-Match", publié le 14 janvier.

Un effet Dieudonné ?

Interrogé sur cette érosion lors de l'émission "Des paroles et des actes" jeudi sur France 2, Manuel Valls avait assuré "regarder les sondages avec intérêt" mais pas "en permanence", évoquant le mythe de Narcisse pour illustrer sa volonté de ne pas finir noyé dans sa propre image.

"Pour comprendre cette chute brutale, il faut rappeler que la vague de janvier avait été réalisée juste avant les décisions judiciaires d'interdiction du spectacle de Dieudonné", commente Opinionway.

Depuis, ont été "annoncés les résultats de l'observatoire de la délinquance et Manuel Valls est intervenu plusieurs fois sur des thématiques hors de son périmètre ministériel, dénonçant notamment l'émergence d'un 'tea party à la française'. Visiblement, le ministre, qui bénéficiait jusque-là d'une forte popularité à droite, a mécontenté cet électorat", selon l'institut.

Etude réalisée du 4 au 6 février par téléphone auprès d'un échantillon de 1.010 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus (méthode des quotas).

III) L'aile gauche du PS met en garde Hollande

LE MONDE

Par Bastien Bonnefous



François Hollande présente le troisième "plan cancer", le 4 février à Paris. | AFP/KENZO TRIBOUILLARD

C'est un véritable réquisitoire contre la politique économique de François Hollande engagée depuis janvier. Mais la nouveauté, c'est qu'il vient cette fois du propre camp du chef de l'Etat. Lundi 10 février, quelques heures avant le séminaire

organisé par le PS sur « la réussite du pacte de responsabilité », plusieurs responsables socialistes devaient interpellier la majorité dans un document appelant à une remise en cause du tournant social-démocrate initié par le président de la République début janvier.

Ce texte, intitulé « Il n'y a pas qu'une seule politique possible » et que Le Monde s'est procuré, est signé par les membres du courant d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann « Maintenant la gauche », autrement dit l'aile gauche du PS, à laquelle s'ajoutent les amis du ministre de la consommation Benoît Hamon, réunis dans le courant « Un monde d'avance », ainsi que quelques représentants de la « motion 4 » au dernier congrès socialiste de Toulouse en 2012, constitué à l'époque par Stéphane Hessel. Soit au total environ un tiers des élus aux instances nationales du PS.

Dans sa tribune, cette coalition alternative fustige la politique solitaire de M. Hollande, estimant que « tout ne peut pas procéder d'un seul homme », et appelle la majorité à « une réaction ». « L'orientation en matière de politique économique suscite des désaccords et des inquiétudes dans nos rangs », écrivent ces socialistes qui considèrent que la gauche doit continuer à « faire vivre la promesse » du discours du Bourget de janvier 2012, moment phare de la campagne présidentielle de M. Hollande dans lequel il avait désigné la finance comme son « adversaire ».

« PROPOSITIONS DÉSÉQUILIBRÉES »

Principale cause de leur mécontentement : le contenu du « pacte de responsabilité ». « Nous ne nous reconnaissons pas dans le discours qui tend à faire de la baisse des charges et du coût du travail la condition d'un retour de la croissance », expliquent les signataires qui avaient déjà eu du mal à accepter le CICE mis en place à l'automne 2012.

Pas question donc cette fois de laisser passer le tournant de la politique de l'offre sans réagir. Au contraire, ces adeptes de la relance par des aides ciblées aux secteurs industriels et « une réorientation des bénéfices de la rente vers l'investissement productif » comptent se faire entendre alors que s'engage le débat sur les « contreparties » aux 30 milliards d'euros d'exonération de cotisations familiales pour les

entreprises.

« Les propositions contenues dans le pacte de responsabilité sont déséquilibrées », jugent-ils. A commencer par les contreparties qui « restent floues ». Ces socialistes critiques estiment même qu'« il faudra plus qu'un "observatoire" pour imposer amélioration des conditions de travail, discussion sur les salaires, partage du travail ou multiplication des embauches », soit leurs conditions au compromis social passé par l'exécutif avec le Medef.

Autre champ de leur « inquiétude » : les économies de 50 milliards d'euros des dépenses publiques sur trois ans pour financer la politique familiale. Une telle politique présente selon eux des « risques majeurs », dont celui de « rogner sur le modèle social français ».

PEU DE PLACE AU DÉBAT INTERNE

A quelques semaines des élections municipales, cette fronde interne au PS est une première depuis le début du quinquennat, du moins dans cette ampleur. « On entre dans une période nouvelle, explique au Monde le député Pouria Amirshahi, signataire du texte. François Hollande a mis fin à la synthèse avec son tournant social-libéral imposé sans discussion. Nous décidons donc de nous regrouper au-delà des chapelles et des courants du PS pour tracer une alternative à la politique et à la stratégie de l'exécutif. »

Outre un PS « autonome » et « relais des aspirations mais aussi des mécontentements », ce bloc contestataire appelle également à un « rassemblement de la gauche », avec le Parti communiste et le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, qualifié d'« ardente obligation ». Ce coup de force ne devrait pas rester sans conséquences au sein de la majorité. Mais ces non-conformistes ne vont pas avoir la tâche facile. François Hollande souhaite en effet accélérer la mise en oeuvre du pacte, quitte à laisser peu de place au débat interne dans les troupes socialistes.

Et quitte surtout à revenir sur son dessein d'un quinquennat en deux temps : d'abord les efforts du redressement, ensuite le réconfort de la redistribution. « Cette idée n'est plus vraie, explique en privé un ministre proche du chef de l'Etat. Si le premier temps de l'effort national par l'impôt est terminé, s'ouvre le second temps, celui de l'effort par la baisse des dépenses publiques, qui n'est pas négociable. » Pas sûr que l'argument

parvienne à convaincre les nouveaux procureurs socialistes de la politique présidentielle.

Le texte intégral :

<http://www.scribd.com/doc/206009418/Texte-seminaire-Balas-Maurel>

IV) L'OCDE present une accélération de la croissance française



L'indicateur composite établit plus la France par l'OCDE atteint son meilleur niveau depuis l'été 2011, à 100,5.

latribune.fr

L'indicateur mensuel de l'Organisation de coopération et de développement économique signale une reprise de l'activité en France, et plus largement dans la zone euro.

Enfin des bons points pour la France. Les indicateurs conjoncturels publiés ce lundi par l'OCDE prévoient "une inflexion positive de la croissance", soit une possible accélération dans les prochains mois. Ce serait le cas plus largement de l'ensemble de la zone euro mais la France et l'Italie ont droit à une mention spéciale.

La France à son niveau de 2011...

Pour la première, l'indicateur composite établit pour mesurer la tendance de long terme de l'activité économique progresse de 0,2 point à 100,5 points, le seuil de 100 indiquant la limite entre ralentissement et reprise de l'activité. En janvier, déjà, l'organisation avait signalé la possibilité d'une accélération de la croissance dans les prochains mois.

Cet indice est publié le même jour qu'une série de statistiques par l'Insee, qui pointe une progression de l'activité industrielle en décembre. La Banque de France, de son côté, table sur une croissance de 0,2% au premier trimestre.

...la zone euro également

Plus largement, l'indicateur global pour la zone OCDE ressort à 100,9, en hausse de 0,1 point par rapport au mois précédent, son plus haut niveau depuis deux ans. Pour l'Italie, l'indice grimpe de 0,1 point à 101,3. Il progresse au même rythme de 0,1 en Allemagne (100,8) et reste stable au Royaume-uni à 101,3, tout comme aux Etats-Unis (101).

latribune.fr

Lienemann : «Il faut un tournant politique pour retrouver la ligne du Bourget»

François vignal-publicsenat.fr



© AFP

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, critique le séminaire du Parti socialiste sur le pacte de responsabilité qui vise à « faire valider une ligne qui n'a pas l'approbation de la majorité des socialistes », affirme-t-elle. La gauche du parti n'a pas droit à la parole.

Vous critiquez le séminaire que le PS organise ce lundi à Paris sur le Pacte de responsabilité. Pourquoi ?

D'abord, ça devait être un séminaire de travail. Or c'est devenu une grande messe. Il devait y avoir

la direction du parti et le gouvernement. Là c'est ouvert à tous les parlementaires, à 300 personnes... Tout est bouclé en prise de parole.

Votre courant au PS, Maintenant la gauche, aura-t-il la parole ?

Non. Dans toutes les tables rondes, il n'y aucun représentant de l'aile gauche du PS, qui représente 20% du parti. Et au delà de ça, il n'y aucun de ceux qui émettent des réserves ou des critiques. C'est monocouleur, ce n'est pas un lieu de débat. Ils veulent essayer de nous faire valider une ligne qui n'a pas l'approbation de la majorité des socialistes.

Diriez-vous que c'est une mascarade ?

Oui. Il a 3 heures de débat, dont plus de 1h30/2 heures pris par le premier secrétaire, le premier ministre et les différentes institutions. Et ceux qui prennent la parole sont tous de la motion 1 (celle de la majorité, ndlr). Il n'y a pas de débat réel.

Le pacte de responsabilité a été détaillé il y a moins d'un mois par François Hollande, lors de sa conférence de presse. Il peut difficilement revenir en arrière...

Il a ouvert les négociations avec les syndicats. Le patronat ne semble pas décidé à accepter les contreparties. J'espère que François Hollande va revenir sur le pacte. Il ne faut pas attendre l'échec pour faire l'énième volte-face qui s'impose. Il faut un tournant politique assumé pour retrouver la ligne du Bourget.

LAPRESSEENREVUE.EU

Compétitivité : "Le coût du travail n'est pas le problème principal"



Par Donald Hebert

L'aile gauche du PS n'est pas favorable au pacte de responsabilité, qui prévoit une baisse des cotisations patronales. Explications d'Emmanuel Maurel, du bureau national du PS.



Emmanuel Maurel (Patrick Kovarik - AFP)

Le Pacte de responsabilité va-t-il signer le retour des divisions dans les rangs socialistes ? Ce lundi 10 février après-midi, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre du Travail Michel Sapin discutent de l'engagement de François Hollande de réduire le coût du travail pour les entreprises, en échange de la création d'emplois, lors d'un séminaire réunissant élus de la majorité et économistes.

Mais dès ce matin, des membres de l'aile gauche du PS, d'Henri Emmanuelli à Marie-Noël Lienemann en passant par Paul Quilès et Jérôme Guedj, ont fait connaître leur opposition aux principes même de ce pacte, dans un texte intitulé "Il n'y a pas qu'une seule politique possible", publié sur Mediapart. Interview d'Emmanuel Maurel, membre du bureau national du Parti socialiste.

Vous publiez un texte contre le Pacte de responsabilité. Pourquoi ?

Il y a des présupposés qui méritent d'être questionnés. Nous pensons que le coût du travail n'est pas le problème principal de la compétitivité.

Il n'est pas non plus pertinent de réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros en période de croissance atone. Et nous avons déjà eu un pacte, le pacte de compétitivité, dont nous n'avons pas encore mesuré les effets.

Vous opposez-vous au choix désormais clair de l'exécutif d'une politique de l'offre, de soutien aux entreprises ?

Traditionnellement, les socialistes ont une position équilibrée. Nous n'opposons pas relance de la demande et soutien de l'offre, ni d'ailleurs dépenses publiques et croissance. Mais nous donnons ici l'impression d'être tourné uniquement vers l'offre, alors que la question de la demande est centrale. Ce n'est pas un hasard si les Allemands et les Américains vont mettre en œuvre un salaire minimum. Ils ont compris qu'il fallait soutenir la demande.

Estimez-vous néanmoins que le coût du travail est l'un des éléments problématiques de la compétitivité française ?

Non. Le problème de compétitivité vient surtout du coût du capital. Entre 1999 et 2008, les entreprises allemandes ont réduit leur taux de dividendes de 10%. Pendant ce temps, les entreprises françaises l'augmentaient de 50%. S'il y a des contreparties à demander aux entreprises dans le cadre du Pacte de responsabilité, c'est surtout qu'elles réorientent leurs profits vers l'investissement. Mettons tout sur la table : salaires, embauches, droits des salariés, politique de dividendes. Ce sont plus que des contreparties, ce sont des conditions économiques.

Dessinez-vous également des lignes jaunes pour la remise à plat de la fiscalité ?

Ce n'est que le début des discussions. Il y a un débat sur la progressivité de la Contribution sociale généralisée (CSG). La fiscalité des entreprises aussi pose problème, parce que les grosses paient moins d'impôts que les petites. Or l'une des clés de la croissance, c'est le retour de

de l'activité pour les entreprises petites, moyennes ou intermédiaires.

Vous défendez la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Êtes-vous d'accord avec le gouvernement sur le fait qu'elle est difficilement réalisable durant le quinquennat ?

C'est une réponse de technocrate de Bercy. Le Parti socialiste défend cette réforme depuis dix ans. François Hollande l'a reprise dans son programme présidentiel. Ce sont les personnes de l'administration qui nous ont aidés à faire notre programme qui nous expliquent aujourd'hui que ce n'est pas faisable.

Le ton était monté entre l'exécutif et sa majorité lors des discussions budgétaires à l'automne dernier. Marchez-vous sur des oeufs ?

Nous sommes inquiets à l'approche des municipales. On veut faire réussir la gauche en gagnant la bataille de l'emploi. Pour cela il faut une mobilisation générale. Il faut donc que tout le monde se retrouve dans la politique que nous menons. D'où l'importance de la redistribution, et donc de la réforme fiscale lancée par Jean-Marc Ayrault.

Nouvelobs.com-Propos recueillis par Donald Hebert

MAIS AUSSI :

Article dans Le Monde: la fronde de l'aile gauche du parti socialiste

Pas sûr que la grande réunion de famille se termine par un banquet fraternel. Le Parti socialiste organise lundi 10 février un séminaire « ouvert aux parlementaires » pour discuter du pacte de responsabilité annoncé par François Hollande en janvier. Intitulée « Réussir le pacte de responsabilité pour la France », cette réunion,

prévue à la Maison de la chimie à Paris, sera « un lieu de débat et de travail entre socialistes », explique le premier secrétaire, Harlem Désir. Pourtant, le programme peut laisser penser que la place accordée audit débat sur ce tournant économique majeur du quinquennat sera maigre.

Sous l'autorité du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, les différentes interventions du séminaire donnent en effet la parole à des ministres (Michel Sapin) et des personnalités du PS (Bruno Le Roux, Claude Bartolone, Harlem Désir, entre autres) toutes favorables au pacte passé par l'exécutif avec les syndicats et le Medef. Une répartition des expressions qui a mis en rage l'aile gauche du parti, plus critique sur ce contrat social.

Dans un courrier adressé jeudi à M. Désir, que Le Monde s'est procuré, Marie-Noëlle Lienemann et Julien Dray, deux figures de l'aile gauche du PS, reprochent au premier secrétaire d'« éluder » le débat en organisant une « opération de communication » en soutien de la politique gouvernementale. « A notre grand déplaisir, nous constatons que ce qui devait être logiquement une réunion de travail du bureau national du Parti socialiste pour construire ensemble des solutions politiques se transforme en fin de compte en un véritable show », écrivent-ils.

« VÉRITABLE MASCARADE »

Mme Lienemann et M. Dray dénoncent une « grand-messe qui ne permettra pas l'échange approfondi, franc et lucide que la situation impose entre nous » et se désolent que les dirigeants du PS soient « réduits au rôle de commentateurs a posteriori des décisions » gouvernementales. « Ce séminaire est une véritable mascarade, explique Mme Lienemann au Monde. Ils ont peur d'entendre nos arguments parce qu'ils savent qu'ils sont en décalage avec notre base. Plus le temps passe et plus notre électorat et nos militants doutent du pacte, ils voient bien que ce n'est pas du donnant-donnant et que le Medef est en train d'imposer ses vues. »

M. Désir rétorque que « toutes les sensibilités du PS sont associées au séminaire ». Mais le patron de la Rue de Solferino, qui a reçu l'ensemble des partenaires sociaux, précise que « l'objectif en est la réussite du pacte, pas sa remise en cause ». « Le parti est très mobilisé, car le pays a besoin d'une politique de soutien à l'offre », explique M. Désir.

Parmi les points qui fâchent, figurent les contreparties en termes d'emplois aux 30 milliards d'euros d'exonération de cotisations familiales pour les entreprises. François Hollande a déclaré en janvier qu'il voulait des contreparties « claires, précises, mesurables et vérifiables », mais sans donner d'objectifs chiffrés. L'Elysée souhaite désormais que la mise en œuvre du pacte de responsabilité s'accélère. Dans ce sens, le premier ministre a demandé aux partenaires sociaux de faire des propositions avant la fin du mois.

Dans cette perspective, pas question de s'embarquer dans un débat interne à la majorité sur les engagements patronaux, à l'image de celui qui avait eu lieu sur la réforme des retraites au printemps 2013. « Il ne faut pas que le soufflé retombe. Il y aura toujours des mécontents qui continueront de parler comme Mélenchon, mais l'aile gauche du parti, on s'en fout, elle n'a pas de rôle à jouer là-dedans », renvoie en privé un ministre proche du chef de l'Etat.

Loin d'en critiquer telle ou telle modalité, le flanc gauche du PS, qui plaide pour une relance par la demande, conteste le bien-fondé même du pacte. « On en rejette les deux présupposés fondamentaux, explique Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche. On ne croit pas que l'exonération de cotisations familiales puisse relancer la compétitivité et on refuse la baisse des dépenses publiques pour financer celle du coût du travail. »

Selon nos informations, l'aile gauche socialiste réfléchit à une lettre de mise en garde au gouvernement qu'elle rendrait publique lundi avant le séminaire. Elle souhaiterait y associer les élus proches du ministre Benoît Hamon, membres du courant Un monde d'avance. Plusieurs d'entre eux ne masquent pas leurs critiques contre le tournant de l'Elysée, comme le député Pouria Amirshahi, qui, dans Le Journal du dimanche du 1er février, a invité le PS à « prendre un autre chemin », estimant que le pacte de responsabilité « risque d'entraîner une baisse du niveau de vie de la majorité des citoyens ».

CONTREPARTIES « MASSIVES »

Si la fronde interne devait prendre de l'ampleur, elle pourrait aussi rallier les proches de Martine Aubry, réunis dans le club parlementaire de la Gauche durable, qui pour l'instant ne remettent pas en cause le pacte, mais réclament, à l'instar

du député de la Nièvre Christian Paul, des contreparties « massives, évaluables, chiffrables, mesurables en temps réel ».

A l'été 2013, ces différentes sensibilités socialistes, avec l'autre club de la Gauche populaire, avaient fait bouger les lignes en lançant un appel commun pour « la mise en œuvre d'une grande réforme fiscale ». Un tel front peut-il se reformer sur la base sociale du pacte de responsabilité ? « Le PS n'est pas unanime sur ce pacte, il faut que toutes les voix critiques se fassent entendre », répond M. Maurel.

maintenantlagauche.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Hollande aux Etats-Unis: cinq choses à savoir sur les visites d'Etat

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet



Etats-Unis : Hollande et Obama se rencontrent à partir d'aujourd'hui dans le cadre d'une visite d'Etat | Reuters

François Hollande et Barack Obama aux Etats-Unis, deuxième. Après sa première visite en mai 2012 dans le cadre du G8, quelques jours à peine après son élection, le président de la République française s'apprête à s'entretenir avec son homologue dans le bureau ovale de la Maison Blanche pour la seconde fois. Mais ce déplacement -de lundi à mercredi- prévu depuis le mois de novembre revêt une symbolique particulière.

Annoncé depuis novembre dernier, il s'agit en effet d'une visite d'Etat, le rang protocolaire le plus élevé. "Michelle et moi sommes impatientes d'accueillir le président Hollande et Valérie Trierweiler pour une visite d'Etat avec un dîner d'Etat à la Maison blanche le 11 février", expliquait alors Barack Obama dans un communiqué.

Les récents développements dans la vie privée de François Hollande ont bouleversé la préparation de cette visite et c'est bien évidemment seul qu'il fera ce déplacement. Durant ces trois jours, le programme est réglé au millimètre. Rien ne doit en effet parasiter ce rituel réservé aux très grandes occasions et sur lequel voici cinq choses à retenir.

Un classique pour les Présidents français

François Hollande n'est pas le premier président de la République française à être reçu avec tant d'honneurs de l'autre côté de l'Atlantique, loin s'en faut. Il sera même le sixième à être ainsi accueilli par son homologue américain.

Charles de Gaulle l'avait été par Dwight Eisenhower en 1960, Georges Pompidou par Richard Nixon en 1970, Valéry Giscard d'Estaing par Gerald Ford en 1976, François Mitterrand par Ronald Reagan en 1984 et Jacques Chirac par Bill Clinton en 1996 (photo ci-dessous).



ELYSEE

Lundi @fhollande sera à Washington : 1ère visite d'État d'un président français depuis 1996 pic.twitter.com/ilsKcWXXxp #PRUSA via @franceintheus 5:23 PM - 6 Févr 2014

Il n'y a finalement que Nicolas Sarkozy qui n'a pas eu droit à sa visite d'Etat aux Etats-Unis. Lorsqu'il y est allé à l'été 2007, quelques mois seulement après son élection, il ne s'agissait que d'une visite de travail, un rang protocolaire légèrement inférieur. Mais le Président américain d'alors, George W. Bush lui avait tout de même accordé une faveur en l'accueillant dans la résidence familiale de Kennebunkport dans le Maine. L'absence de Cécilia Attias (alors mariée à Nicolas Sarkozy), officiellement pour une angine avait été très commentée.

C'est à cette occasion que cette photo où l'on voit également l'ex-Président George Bush a été prise.



Un honneur rare sous Obama

Ce rituel diplomatique de la visite d'Etat n'est en revanche pas le fort de Barack Obama. Depuis son arrivée à la Maison Blanche en 2009, le président américain n'a reçu de cette manière que trois de ses homologues: le président mexicain Felipe Calderon en 2010 (ci-dessous), le Coréen Lee Myung-bak et le Chinois Hu Jintao en 2011. François Hollande sera donc le premier dirigeant reçu en visite d'Etat depuis la réélection du président américain, il y a un peu plus d'un an.



On précisera tout de même que si Angela Merkel ou David Cameron n'ont pas droit aux mêmes égards c'est qu'ils ne sont que chefs de gouvernement et pas chef d'Etat. Ces deux dirigeants européens ont tout de même eu droit, comme le Premier ministre indien Manmohan Singh à un dîner d'Etat à la Maison Blanche.

Le peu de goût de Barack Obama pour ces visites n'est pas exceptionnel aux Etats-Unis. Selon le site French Morning, son prédécesseur George W. Bush n'en a même pas organisé dix en deux mandats. Mais avant eux, les présidents étaient plus friands: Bill Clinton en a organisées 23 tandis que Ronald Reagan détient le record avec 35.

Un cérémonial réglé comme du papier à musique

Le programme de ces visites est réglé comme du papier à musique. Le Président français sera accueilli avec le tapis rouge sur la base militaire de Saint-Andrews, vraisemblablement par son homologue américain: le début d'un long cérémonial solennel et riche en décorum. "Les hymnes nationaux seront joués et les présidents passeront les troupes en revue", déclare au HuffPost Roland du Luart, sénateur UMP qui sera du voyage en tant que président du groupe d'amitié France/Etats-Unis.

Juste après cette cérémonie, Barack Obama

invitera François Hollande à monter à bord de son avion Air Force One. Direction la maison de Thomas Jefferson en Virginie. Le troisième président des Etats-Unis (1801-1809) fut aussi "ministre plénipotentiaire" à Paris à l'aube de la Révolution. "Le président Obama est heureux de montrer ce témoignage de notre histoire partagée au président Hollande", explique-t-on à la Maison-Blanche.

Le lendemain, c'est justement dans la résidence de Barack Obama que le moment le plus solennel aura lieu, avec une fois encore le tapis rouge. "Une visite d'Etat consiste en une cérémonie avec tous les honneurs sur la pelouse Sud, comprenant 21 coups de canon et un entretien en tête à tête dans le bureau ovale", explique Mary Mel French, chef du protocole sous Bill Clinton. Dernier moment rare et très protocolaire, le dîner d'Etat qui sera donné mardi soir.

Smoking et robe de soirée

Pour ce dîner d'Etat, auquel sont conviés tous les membres de la délégation française, les règles protocolaires sont très strictes. A commencer par les obligations vestimentaires. "Sur l'invitation, il est précisé que les hommes devront porter un smoking et les femmes une robe longue", explique Roland du Luart qui devra lui aussi se prêter au jeu pour pénétrer dans la State Dining Room (salle à manger d'Etat).

Ce moment est l'occasion pour les deux présidents de prononcer deux courts discours (Barack Obama commencera, François Hollande lui répondra) et de porter un toast à l'amitié entre leurs deux pays. "Puis vient le dîner, avec un menu très élaboré, censé mettre en avant la gastronomie américaine et celle du pays reçu. Ce dîner marque vraiment l'attachement, la relation toute particulière à un pays", précise à Europe 1 la politologue spécialiste des Etats-Unis, Nicole Bacharan.

Les deux présidents se retrouvent bien évidemment à la même table lors de ce dîner. Traditionnellement, le chef d'Etat étranger prend place à côté de la First Lady, tandis que sa compagne ou épouse est aux côtés du président américain. François Hollande venant seul, on ne sait pas qui sera assis près de Barack Obama. "Il n'y a pas de protocole, tout cela est réglé au cas par cas", précise Donald Ensenat, qui était chef du protocole de George W. Bush. Mais ce n'est pas une première: le président chinois Hu Jintao

n'était en effet pas accompagné lors de sa visite à la Maison Blanche en 2011.



Le discours au congrès facultatif

En règle général, aux Etats-Unis, visite d'Etat signifie un passage obligé devant le Congrès où le dirigeant étranger s'exprime devant les représentants du peuple américain. Un honneur qui est également offert à certains chefs de gouvernement qui ne peuvent pas être reçus en visite d'Etat. C'est ainsi qu'Angela Merkel (Allemagne), Gordon Brown (Grande-Bretagne), Julia Gillard (Australie) s'y sont déjà exprimés.

En 2011, Nicolas Sarkozy avait lui aussi bénéficié de cet égard, bien que sa visite au président Bush ne soit pas une visite d'Etat. C'était l'occasion pour le dirigeant américain de montrer tout le prestige de son hôte. "La France est l'amie des Etats-Unis d'Amérique", avait lancé le président français aux élus américain alors que les relations bilatérales avaient été distendues par les positions contraires sur la guerre en Irak.

Il était donc logique que François Hollande s'exprime devant le Congrès, comme tous ses prédécesseurs avant lui (voir Georges Pompidou en bas de l'article). Mais en fait, non. "L'option a été envisagée. En accord avec les autorités américaines qui ont fait d'autres propositions, elle n'a pas été retenue, pour des raisons d'incompatibilité d'agenda", explique-t-on en haut lieu. A la place, le chef de l'Etat décorera de la Légion d'honneur l'un des soldats inconnus inhumés au cimetière national d'Arlington, près de Washington. Comme quoi, même dans un protocole qui semble immuable, il a toujours de la

LAPRESSEENREVUE.EU

1970 Voyage du président Pompidou aux Etats Unis : Pompidou au Congrès



huffingtonpost.fr

VI) "Liaison" Beyoncé et Obama: les Américains consternés par la presse française ayant relayé la rumeur

Le HuffPost | Par Sandra Lorenzo



RUMEUR - Le très sérieux Washington Post affirmant que Beyoncé et Barack Obama sont "Crazy in love"? Quoique hautement improbable, cette rumeur lancée par un paparazzi français a agité le web et la presse française tout ce lundi 10 février. De l'autre côté de l'Atlantique, cela a, au mieux, bien fait rire les journalistes américains. Et au pire les a consternés...

Invité dans l'émission de Jean-Marc Morandini, lundi matin, le photographe Pascal Rostain est à l'origine de la pseudo-bombe : "Vous savez, en ce moment, aux États-Unis, il y a quelque chose

d'énorme qui est en train de se passer. D'ailleurs, ça va sortir demain dans une édition du Washington Post, on ne peut pas dire que ça soit de la presse de caniveau, sur une liaison supposée entre le président Barack Obama et Beyoncé. Je peux vous assurer que la presse du monde entier va évidemment en parler"

Le Figaro, Metronews, la rumeur est rapidement relayée par de nombreux grands sites d'informations, les sites people tels que Gala ou Closer, quand d'autres comme 20 minutes mettent en doute les propos du photographe. En tout, plus de 150 articles sur le sujet dans les médias Internet français! Si bien qu'en fin de journée, la petite phrase avait tellement fait boule de neige que le Washington Post a été obligé de démentir, interrogé par la version française de Vanity Fair et par le site américain Poynter.

De son côté Pascal Rostain est revenu sur ses propos, interrogé par le site Public. "Je n'ai pas du tout dit ça. J'ai dit que des journalistes américains travaillaient sur le dossier et qu'ils pouvaient dégainer leurs infos d'un jour à l'autre. Mais en aucun cas je n'ai dit que ça sortirait demain mardi".

La risée de la presse américaine

La presse américaine s'est amusée de tout ce remue-ménage. Le site Gawker ironisant par exemple sur le fait que Le Figaro, "le deuxième journal du pays" apporte du crédit au photographe", met en avant "le goût de la provocation" de Pascal Rostain, mais précise qu' "il y a toujours une part de vérité dans ce qu'il raconte".

Nos confrères américains du Huffington Post ironisent eux sur le fait qu'après avoir démenti des rumeurs sur sa religion ou sa nationalité, Barack Obama doit désormais "faire avec une rumeur douteuse" sur sa vie privée. "La rumeur de la liaison entre Obama et Beyoncé est la chose la plus absurde que nous avons entendu de toute la journée" titrent nos confrères.

Le site féministe et humoristique Jezebel a du mal à comprendre, Le Figaro est "un journal français dont la réputation est très bonne". La rumeur semble si incongrue que Jezebel tente de trouver une explication : après l'affaire Gayet, "peut-être que les médias français essaie de détourner l'attention."

VII) Les pesticides, « deux à mille fois plus toxiques » qu'annoncé, dit une étude

Antonin Iommi-Amunategui | Blogueur, auteur



Un viticulteur épand des pesticides sur des vignes à Meursault (SUPERSTOCK/SUPERSTOCK/SIPA)

Le biologiste Gilles-Eric Séralini, déjà à l'origine de l'étude controversée mettant en cause le maïs OGM NK 603 et le pesticide Roundup de Monsanto en 2012, remet le couvert. Avec ses collègues de l'université de Caen et du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen), il signe cette fois une étude sur la toxicité des pesticides sous leur forme commerciale – c'est-à-dire assaisonnés d'adjuvants – et non plus limitée à la substance active, jusqu'alors seule prise en compte.

Différence notable : un institut public légitime cette nouvelle étude.

Jusqu'à « 1056 fois plus toxique » qu'annoncé

Les résultats de l'étude de Séralini en mettent à nouveau plein la vue : dans leur composition intégrale, les pesticides seraient de « 2 à 1 000 fois plus toxiques » pour les cellules humaines que lorsqu'ils sont considérés à partir de leur seule substance active.

Elle conclut que sur neuf des « principaux » pesticides utilisés dans le monde (dont le Roundup), « huit formulations sont clairement en moyenne des centaines de fois plus toxiques que leur principe actif ». Et jusqu'à « 1 056 fois plus toxique » pour le pesticide à base de tébuconazole (un fongicide autorisé en France).

En cause, selon Séralini et ses équipes, les adjuvants, qui « sont souvent confidentiels et déclarés comme inertes par les fabricants ».

Le plan Cancer d'Hollande zappe les facteurs environnementaux

Pendant ce temps, François Hollande a dévoilé le plan Cancer 2014-2018 qui « zappe » les facteurs environnementaux, tels que les pesticides.

Une étude automatiquement controversée

Les résultats de cette nouvelle étude pâtiennent du statut controversé du professeur Séralini, dont la précédente étude choc avait été publiée puis retirée de la revue Food and Chemical Toxicology, celle-ci estimant que « les résultats présentés, s'ils ne sont pas incorrects, ne permettent pas de conclure ».

De même, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) en avait contesté les protocoles, le nombre de sujets étudiés (200 rats) étant jugé trop faible.

L'Anses notait néanmoins alors « l'originalité de cette étude » abordant le sujet, « jusqu'ici peu étudié », des effets à long terme (deux ans, en l'occurrence) des OGM associés aux pesticides.

Séralini affirmant de son côté que la marche arrière de Food and Chemical Toxicology était motivée par l'arrivée dans le comité éditorial de la revue de Richard Goodman, un biologiste ayant travaillé pour Monsanto.

L'Inserm alerte sur la question des adjuvants

Mais cette nouvelle étude de Séralini sur la toxicité effective des pesticides en formulation, publiée dans la revue Biomed Research International, fait cette fois écho au récent rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

En juin dernier, dans une longue publication [PDF] consacrée aux effets des pesticides sur la santé, l'Inserm avait déjà alerté sur la question des adjuvants, confirmant que ces derniers « peuvent posséder leur propre toxicité ou interférer avec la substance active ».

Ce que l'étude de Séralini prétend aujourd'hui

brutalement démontrer. Ce qui contredit également Eugénia Pommaret, directrice de l'Union des industries de la protection des plantes (Uipp), perçue comme le « lobby des fabricants de pesticides », lorsqu'elle déclare :

« Tous les pesticides étudiés dans la publication [de Séralini] ont déjà été pleinement évalués avec des études de toxicité in vivo. Ces études doivent confirmer l'absence d'augmentation significative de la toxicité de la formulation par rapport à la toxicité de la substance active seule. »

« Ce qui est testé n'est pas ce qui est employé »

L'association Génération Futures, qui mène un combat de longue date contre les pesticides, s'est félicitée de cette nouvelle étude :

« [Elle] remet en cause le mode de calcul des doses journalières admissibles calculées aujourd'hui à partir de la toxicité de la substance active seule, ainsi que la procédure d'évaluation du risque des pesticides qui ne prévoit pas l'obligation de tests pour la toxicité chronique des pesticides en formulation. »

Son porte-parole, François Veillerette, a ensuite réagi à la communication de la directrice de l'Uipp :

« C'est d'autant plus inacceptable que l'Anses elle-même a relevé le manque des tests sur les effets chroniques des pesticides tels qu'ils sont vendus et utilisés. Ce qui est testé n'est pas ce qui est réellement employé par les agriculteurs. »

Pesticides : un manque de transparence avéré

Au terme de son rapport de 150 pages, l'Inserm – établissement public hors de tout soupçon de partialité – soulignait déjà « le manque de transparence en termes de composition intégrale des produits (adjuvants) pour des raisons de secret industriel ».

Joint au téléphone, Xavier Coumoul, cosignataire de ce rapport, spécialisé en pharmacologie et toxicologie, confirme la légitimité de l'étude de Séralini :

« Il est évident qu'il est nécessaire d'avoir accès à la formulation précise des pesticides. Et si Séralini en arrive à des résultats d'une telle ampleur, ça légitime qu'on y ait accès. Pour ma

je n'ai jamais eu complètement accès aux formulations.»

rue89.nouvelobs.com

A suivre...
La Presse en Revue

